

**Rôle de la séance publique du 19/11/2024 à 09h15****Présidente** : Madame BUFFET**Assesseurs** : Madame MONTES-DEROUET et Monsieur DIAS**Greffier** : Madame LE REOUR**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LE BRUN****01) N° 2202001****RAPPORTEUR : M. DIAS**

Demandeur	COMMUNE DE LA BERNERIE EN RETZ	SELARL CORNET VINCENT SEGUREL
Défendeur	M. A Jérémie	BOISSONNET RUBI RAFFIN GIFFO
Autres parties	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

Requête de la commune de la Bernerie-en-Retz contre le jugement n° 2107528 du 31 mai 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, à la demande de M. Jérémie A , annulé les arrêtés du 8 mars 2021 et du 15 mars 2022 par lesquels le maire de La Bernerie-en-Retz a délivré à la SCCV Port-Saint-Jacques un permis de construire 23 maisons individuelles, une annexe à une habitation et 3 bâtiments collectifs et un permis modificatif, en tant qu'ils autorisent des constructions sur les parcelles AE n° 118, 119, 120 et 355 du terrain d'assiette du projet.

**02) N° 2202427****RAPPORTEUR : M. DIAS**

Demandeur	PORT SAINT JACQUES	FIDAL SOCIETE D'AVOCATS LE MANS
Défendeur	M. A Jérémie	BOISSONNET RUBI RAFFIN GIFFO
Autres parties	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

Requête de la société Port Saint-Jacques contre le jugement n° 2107528 du 31 mai 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, à la demande de M. Jérémie A , annulé les arrêtés du 8 mars 2021 et du 15 mars 2022 par lesquels le maire de La Bernerie-en-Retz lui a délivré un permis de construire 23 maisons individuelles, une annexe à une habitation et 3 bâtiments collectifs et un permis modificatif, en tant qu'ils autorisent des constructions sur les parcelles AE n° 118, 119, 120 et 355 du terrain d'assiette du projet.

**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LE BRUN**

---

**03) N° 2204089                      RAPPORTEUR : M. DIAS**

---

Demandeur	M. ou Mme.    S            Benoît	CABINET EARTH AVOCATS
Défendeur	SAS FPGDIS	CAZIN MARCEAU AVOCATS ASSOCIES

COMMUNE DE MAMERS

Requête de M. Benoît S et Mme Emilie J contre l'arrêté du 24 juin 2022 par lequel la commune de Mamers a, suite à l'avis favorable de la commission départementale d'aménagement commercial du 1er juin 2022, délivré un permis de construire n° PC 07218022Z0002 à la SAS FPGDIS en vue de l'extension et du réaménagement du Super U dont elle est l'exploitante sur un terrain situé lieu-dit La Mare Gautier à Mamers et contre la décision du 22 septembre 2022 rejetant leur recours gracieux.

---

**04) N° 2302691                      RAPPORTEUR : M. DIAS**

---

Demandeur	M.    J    Michel Mme    J    Jocelyne	SARL ANTIGONE SARL ANTIGONE
Défendeur	COMMUNE DE SAINT JEAN DE MONTS SAS ML DEVELEOPPEMENT SCCV HARMONIE	PARTHEMA 3

Requête de M. et Mme Michel et Jocelyne J contre le jugement n° 2211604 du 11 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 4 mars 2022 par lequel le maire de Saint-Jean-de-Monts a délivré à la société ML Développement un permis de construire portant sur la construction de 40 logements collectifs sur un terrain situé 2 rue du général de Gaulle cadastré section AL n°s 116 et 117, ainsi que la décision du 6 juillet 2022 par laquelle il a rejeté leur recours gracieux.

---

**05) N° 2201854                      RAPPORTEUR : M. DIAS**

---

Demandeur	Mme    A    Khadidja M.    H    Hamid M.    H    Ali M.    H    Hissein	SCP COUDERC-ZOUINE SCP COUDERC-ZOUINE SCP COUDERC-ZOUINE SCP COUDERC-ZOUINE
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de Mme K Adam et autres contre le jugement n°s 2100783-2100832 du 6 juillet 2021 par lequel le tribunal administratif de Nantes a fait pariellement droit à leur demande tendant à l'annulation de la la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre la décision des autorités consulaires françaises à Ndjamena (Tchad) du 13 décembre 2019 rejetant les demandes de visas de long séjour de M. H , conjoint allégué de Mme A , et de M. Ali H , Mme Zeinab H , Mme Hawa H , M. Mahamat H , Mme Chedei H et Mme Fatime H , leurs enfants allégués, au titre de la réunification familiale.

**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LE BRUN**

---

**06) N° 2301805                      RAPPORTEUR : M. DIAS**

---

Demandeur        MINISTERE DE L'INTERIEUR

Défendeur        Mme    B    Manel

Me HARIR

Recours du Ministre de l'Intérieur contre le jugement n° 2211712 du 5 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, sur la demande de Mme Manel    B    , annulé la décision implicite née le 6 juillet 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre la décision du 9 mars 2022 de l'autorité consulaire française à Tunis refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité de visiteuse, ainsi que cette décision consulaire.

---

**07) N° 2302447                      RAPPORTEUR : M. DIAS**

---

Demandeur        Mme        L        Farida

Me MEGHERBI

Défendeur        MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Farida    L    contre le jugement n° 2213350 du 10 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 14 septembre 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre la décision du 16 mai 2022 des autorités consulaires françaises à Oran (Algérie) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité de visiteur.

---

**08) N° 2302448                      RAPPORTEUR : M. DIAS**

---

Demandeur        M.        L        Abdelhamid

Me MEGHERBI

Défendeur        MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de M. Abdelhamid    L    contre le jugement n° 2213350 du 10 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 14 septembre 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre la décision du 16 mai 2022 des autorités consulaires françaises à Oran (Algérie) refusant de lui délivrer un visa de long séjour en qualité de visiteur.

**Rôle de la séance publique du 19/11/2024 à 10h30****Présidente** : Madame BUFFET**Assesseurs** : Madame MONTES-DEROUET et Monsieur MAS**Greffier** : Madame LE REOUR**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LE BRUN****01) N° 2302232****RAPPORTEUR : M. MAS**

---

Demandeur	ASSOCIATION DE DEFENSE DE LA RUE LAËNNEC	Me DE BAYNAST
	M. et Mme B Pierre	Me DE BAYNAST
	M. N Jacques	Me DE BAYNAST
	M. R Joël	Me DE BAYNAST
	M. et Mme V Alain	Me DE BAYNAST
Défendeur	COMMUNE DE SAINT GILLES CROIX DE VIE	GARRIGUES BEAULAC ASSOCIES
	SCCV LAENNEC	SELARL CORNET VINCENT SEGUREL

Requête de l'association de défense de la rue Laënnec et autres contre le jugement n° 2209070 du 27 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 30 mai 2022 par lequel le maire de Saint-Gilles-Croix-de-Vie a délivré à la SCCV Laennec un permis de construire un immeuble collectif de 20 logements sur les parcelles cadastrées section AC n° 40 et 668, situées 2 bis rue René Laënnec, à Saint-Gilles-Croix-de-Vie modifié par l'arrêté du 20 février 2023 portant permis de construire modificatif.

**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LE BRUN**

---

**02) N° 2302795                      RAPPORTEUR : M. MAS**

---

Demandeur	VILLAS GINKGOS – LES ALISIERS GINKGOS IMMO	SARL ANTIGONE SARL ANTIGONE
Défendeur	COMMUNE DES SABLES D'OLONNE SOCIETE CCY INVESTISSEMENTS SOCIETE LA CROIX BLANCHE	SELARL AVOXA NANTES CABINET LEXCAP RENNES CABINET LEXCAP RENNES

Requête de la société

Villas Ginkgos – les Alisiers et la société par actions simplifiées Ginkgos Immo contre le jugement n° 2214036 du 21 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 25 juin 2021 par lequel le maire des Sables d'Olonne a accordé

à la société CCY Investissement un permis de construire une résidence de services séniors de 103 logements sur un terrain cadastré section BD n°s 259, 261, 430 et section BS n°s 44 et 45, situé 12 rue de la Croix Blanche sur le territoire de la commune de Château d'Olonne, l'arrêté de permis de construire modificatif du 12 octobre 2021 et les arrêtés de transfert de permis de construire des 7 juillet 2021 et 12 octobre 2021 au bénéfice de la SCCV La Croix Blanche.

---

**03) N° 2400292                      RAPPORTEUR : M. MAS**

---

Demandeur	M. C Xavier	CABINET A&E
Défendeur	COMMUNE DE PAIMBOEUF  SCCV FREGATE	SOCIETE D'AVOCATS OILLIC AUDRAIN ASSOCIES BOISSONNET RUBI RAFFIN GIFFO

Requête de M. Xavier C contre le jugement n° 2301550 du 5 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 2 septembre 2022 par laquelle le maire de Paimboeuf a délivré à la société Frégate un permis de construire un immeuble d'habitat collectif de 37 logements sur la parcelle cadastrée section AC n°7 située au 10 rue Pitre-Chevalier, modifié par les arrêtés du 23 août 2023 et du 16 octobre 2023 portant permis de construire modificatifs, ensemble la décision de rejet de son recours gracieux.

---

**04) N° 2300803                      RAPPORTEUR : M. MAS**

---

Demandeur	Mme D Timbe	Me ARNAL
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Requête de Mme Timbe D contre le jugement n° 2205051 du 23 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours préalable formé le 23 septembre 2021 contre la décision de l'autorité consulaire française à Bamako du 10 août 2021 rejetant la demande de visa d'entrée et de long séjour présentée pour Fatoumata F au titre de la réunification familiale.

**RAPPORTEUR PUBLIC : M. LE BRUN**

---

**05) N° 2301040                      RAPPORTEUR : M. MAS**

---

Demandeur      Mme      B              Aude    Me BENVENISTE  
Défendeur      MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Aude      B      contre le jugement n° 1907083 du 6 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 30 avril 2019 par laquelle le préfet de la Sarthe a refusé de délivrer une carte nationale d'identité française et un passeport français au profit de son fils Liam      A      .

---

**06) N° 2301160                      RAPPORTEUR : M. MAS**

---

Demandeur      MINISTERE DE L'INTERIEUR  
Défendeur      Mme              M              Georgette    Me BEARNAIS  
                            M.      N      Mungazi    Me BEARNAIS  
                            M.      M      Bauma    Me BEARNAIS  
                            Mme      T      Esther    Me BEARNAIS

Recours du Ministre de l'intérieur contre le jugement n° 2207598 du 27 février 2023 par lequel le tribunal administratif de Nantes a, sur la demande de Mme Georgette      M      et autres, annulé la décision implicite née le 24 février 2022 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France a rejeté le recours contre les décisions des autorités consulaires françaises à Kinshasa (République démocratique du Congo) refusant de délivrer à M.      N      Mungazi, à M. Bauma      M      , à Mme Esther      T      , à Charlotte      F      et à Sakina      K      des visas de long séjour au titre de la réunification familiale.

---

**07) N° 2400929                      RAPPORTEUR : M. MAS**

---

Demandeur      Mme      A              Nagma    Me KATI  
Défendeur      MINISTERE DE L'INTERIEUR

Requête de Mme Nagma      A      contre le jugement n° 2313863 du 25 mars 2024 par lequel le tribunal administratif de Nantes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision née le 21 août 2023 par laquelle la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France, saisie d'un recours administratif préalable obligatoire formé contre la décision du 1er juin 2023 de l'ambassade de France en Iran refusant de lui délivrer un visa de long séjour au titre de la réunification familiale, a, à son tour, implicitement refusé de délivrer le visa sollicité.

## Rôle de la séance publique du 19/11/2024 à 11h30

**Présidente** : Madame BUFFET**Assesseurs** : Madame MONTES-DEROUET et Monsieur MAS**Greffier** : Madame LE REOUR

## RAPPORTEUR PUBLIC : M. LE BRUN

**01) N° 2300368** **RAPPORTEURE : Mme MONTES-DEROUET**

Demandeur	M. et Mme D Jean-Louis	SELARL JURIADIS
Défendeur	COMMUNE DE BLAINVILLE SUR MER	CABINET COUDRAY CONSEIL & CONTENTIEUX

Requête de M. et Mme Jean-Louis D contre le jugement n° 2101698 du 13 décembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 22 juin 2021 par lequel le maire de Blainville-sur-Mer leur a délivré un certificat d'urbanisme négatif pour la réalisation d'un pavillon sur leurs parcelles.

**02) N° 2301637** **RAPPORTEURE : Mme MONTES-DEROUET**

Demandeur	Mme B Charlotte	SELARL SALMON BAUGE ALEXANDRE
Défendeur	COMMUNE DE CAEN M. T Vincent	Me BOUTHORS-NEVEU Me HOURMANT

Requête de Mme Charlotte B contre le jugement n° 2101112 du 6 avril 2023 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 21 décembre 2020 par lequel le maire de Caen a délivré à M. T un permis de construire une extension d'un logement aménagé dans une ancienne cave.

**03) N° 2302234** **RAPPORTEURE : Mme MONTES-DEROUET**

Demandeur	M. M Grégoire	Me JEAN-MEIRE
Défendeur	COMMUNE DE GATTEVILLE LE PHARE MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE L'ENERGIE, DU CLIMAT ET PREVENTION DES RISQUES	

Requête de M. Grégoire M contre le jugement n° 2102423 du 9 juin 2023 par lequel le tribunal administratif de Caen a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 6 mai 2021 par lequel le maire de Gatteville-le-Phare a refusé de lui accorder le permis de construire qu'il avait sollicité le 11 mars 2021 en vue d'édifier une maison d'habitation de 126 m<sup>2</sup> sur un terrain cadastré B597, situé 53 rue de la Hougue.

